

*Les subsides*

Toutefois, il manque de répondre aux besoins du Parlement.

C'est vrai. Je préférerais cela, si tous les députés étaient responsables, et malheureusement j'ai donné l'exemple des députés irresponsables de l'opposition. Mais il n'en est pas ainsi. Là où je suis vraiment d'accord avec le vérificateur général, et où peut-être certains de mes collègues ministres le seraient moins, c'est quant à l'imposition d'une vérification intégrée pour certaines sociétés de la Couronne. J'ai siégé au Comité des communications et de la culture où on a discuté longtemps à savoir si oui ou non on devait avoir une vérification intégrée de la société Radio-Canada. Le rapport du comité était clair. Il a recommandé une vérification intégrée. Malheureusement les ministres n'ont pas agi. Dans le cas de la VIA Rail, par exemple, on sait qu'il existe présentement une vérification intégrée pour la gestion de cadres. Malheureusement on ne la verra pas.

Et moi j'aimerais voir une vérification intégrée à la société Air Canada ainsi que pour plusieurs autres sociétés de la Couronne. Mais ce que les députés de l'opposition oublient ou peut-être ce que les députés de l'opposition tentent de nous faire avaler, c'est qu'ils ont à cœur vraiment le succès de ces sociétés-là quand par leurs questions, leurs gestes et leurs agissements, on s'aperçoit très vite que, s'ils avaient en main ces vérifications intégrées, ils les prendraient et les donneraient à leurs concurrents pour s'assurer que ces sociétés de la Couronne perdent de l'argent, parce que cela va à l'encontre de leur politique qu'une société de la Couronne soit bien gérée, qu'elle soit bien administrée, et surtout qu'elle réalise un profit. Pour eux qui ont à cœur les profits, un profit c'est bien, sauf si c'est une société de la Couronne qui le réalise. Vraiment, monsieur le Président, ce parti-là est rempli de contradictions. Alors qu'est-ce qui reste à dire sur la motion aujourd'hui? A mon avis, elle est simple à sa face même, et il est difficile pour un député d'être opposé à plus de pouvoir. Mais il est évident qu'à cause de l'irresponsabilité des députés d'en face, on ne peut pas voter en faveur d'une telle requête, parce que ces derniers ne sont pas disposés à accepter le fardeau de responsabilités qui accompagne cela.

• (1710)

On blâmait tantôt le président du Conseil du Trésor (M. Gray) de créer des sociétés de la Couronne. Mais lorsque l'on en crée une, c'est toujours pour répondre à un besoin et pour l'intérêt public. Malheureusement, monsieur le Président, tel ne fut pas le cas aux yeux, aux oreilles et à la pensée des députés de l'opposition qui pensent que chaque fois que l'on crée une société de la Couronne, on enlève du travail et des biens et services à la population canadienne. C'est tout à fait le contraire, monsieur le Président, qui se passe chaque fois qu'on crée une société de la Couronne. Que l'on se rappelle le Canadien National. C'était quoi le Canadien National? C'est un ramassis de sociétés privées qui desservaient un certain réseau ferroviaire qui ne faisait pas d'argent. Puis le gouvernement a dit: Il faut créer une société, il faut desservir ces régions. On a fait une fusion. On a acheté le Canadien National et qui aujourd'hui parle, à part certains députés pas tellement brillants d'en face, de liquider le Canadien National? Folie furieuse, monsieur le Président!

Lorsqu'on examine par exemple la VIA Rail, est-ce qu'il y a des députés d'en face qui ont le courage de dire qu'on devrait abandonner la VIA Rail? Pas un seul, monsieur le Président. Malgré que cela coûte 500 millions de dollars, malgré que cette année on a donné 165 millions de dollars de plus. Pourquoi? Parce qu'ils savent que politiquement ce ne serait pas rentable de dire qu'on doit privatiser la VIA Rail.

On parle de la Société Radio-Canada qui a un budget énorme. Là j'aimerais, comme sûrement le député de Wellington-Dufferin-Simcoe une vérification intégrée. D'ailleurs le député de Wellington-Dufferin-Simcoe comme moi avons suggéré une vérification intégrée et nous ne l'avons pas eue, et je dois avouer que je n'ai pas accepté encore ce refus, mais je n'ai pas abandonné l'idée que le gouvernement aura le courage de demander une vérification intégrée pour la société Radio-Canada. Mais, monsieur le Président, est-ce qu'il y a des gens de l'autre côté, à part cet éclairé d'Edmonton, qui voudrait vendre Radio-Canada? Il n'y en a pas un! Enfin, quand on a demandé à M. Pocklington qui est-ce qui achèterait la Société Radio-Canada, il a dit, moi je l'achèterais. Évidemment, il ferait une «piastre» avec, mais c'est cela que l'on veut. Est-ce qu'on ne veut pas plutôt dans l'intérêt public s'assurer qu'on a des méthodes de communications bonnes, excellentes et exemplaires? Il me semble que oui.

Monsieur le Président, j'écoutais les députés de l'opposition, et bien que la motion parle de rendre compte, leur débat portait sur la question suivante. Est-ce que l'on devrait avoir oui ou non des sociétés de la Couronne? Et puis c'est clair, monsieur le Président, que c'est tout à fait juste et tout à fait exemplaire d'avoir des sociétés de la Couronne. Est-ce que la vérité choque le chef de l'opposition au point où il s'excite, où il devient rouge comme sa cravate et comme le parti qui va demeurer au pouvoir encore longtemps? Je ne le sais pas moi, mais tout ce que je lui dis c'est que s'il avait vraiment à cœur, s'il avait vraiment une vision du Canada, il réaliserait sûrement que les sociétés de la Couronne sont les outils indispensables d'un gouvernement comme le nôtre dans une société comme la nôtre. Je vois le député derrière lui, le député de Crowfoot (M. Malone), qui se fait aller les mains de dépit. Je suis sûr que ces gestes n'étaient pas adressés au chef de l'opposition, et que les motions de blâme qu'il présentait, comme encore il le fait, n'étaient pas adressées au chef de l'opposition officielle, ni aux gens de sa circonscription qui disent que l'on a besoin de la Société Radio-Canada, de la société VIA Rail Canada, de la société Air Canada, de la Petro-Canada, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Et c'est cela, monsieur le Président, le cœur du débat. Est-ce que oui ou non on veut des sociétés de la Couronne? Les chefs de l'opposition disent non, nous, nous disons oui. Est-ce qu'on les veut bien gérées? Nous, nous disons oui.

Est-ce que les députés de l'opposition ont le cœur et la conscience d'avoir en main des documents pour aider leurs concurrents? Moi je dis que c'est ce qu'ils feraient. Je dis qu'ils sont irresponsables, et que tant qu'ils ne démontreront pas plus de responsabilité, plus d'intelligence, plus de volonté, ils ne méritent pas de voir, par leur conduite même en comité, des documents qui pourraient aider l'opposition, les concurrents de nos sociétés de la Couronne.